

## « L'éducation, c'est ma passion »

Suite de la page 12

**En matière de santé, plusieurs campagnes dont Octobre rose qui s'inscrit dans le programme Agir contre le cancer, notamment féminin, et récemment Safety First pour sensibiliser les jeunes aux grossesses précoces et infections sexuellement transmissibles, ont été menées par votre fondation, traduisant ainsi votre engagement dans ce domaine. Quelle est votre appréciation de l'impact de ces actions ?**

On a pu sauver de nombreuses vies. Je me suis engagée personnellement dans la lutte contre le cancer en me faisant accompagner de la Fondation Lalla Salma, pour soutenir le Ministère de la santé. Grâce à ce partenariat public privé, nous avons mis en place l'Institut de Cancérologie de Libreville, formé des médecins, des ingénieurs, et nous procédons à des dotations de médicaments. En matière de prévention, nous avons ouvert 18 unités de détection précoce pour les cancers du sein et du col de l'utérus. Et nous continuons à l'intérieur du pays.

A ce jour, nous comptabilisons 10 000 examens pour le col de l'utérus et 8 000 pour le sein. 61 000 femmes ont été sauvées grâce aux soins administrés, 25 cancers ont été détectés et traités au centre de cancérologie.

Mon souci aujourd'hui se porte surtout sur l'entretien. Au Gabon, nous avons un réel problème avec l'entretien. Sans l'intervention de ma Fondation et de l'accompagnement de la Fondation Lalla Salma, il n'y aurait pas eu cette mise en place du centre de cancérologie ! Et je constate avec tristesse et colère que rien n'est entretenu. Si, au-delà de toutes nos actions, les responsables ne suivent pas, les appareils ne sont pas entretenus, la SEEG démissionne... Que faire ? Si les gens ne prennent pas leur responsabilité, je ne suis pas ministre de la République ! On en revient encore au respect du bien commun.

Nous faisons également de la prévention sur la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Par la distribution de kits d'accouchement, mais aussi de tests de dépistage et de réactifs pour les femmes enceintes et les nourrissons. Il faut savoir qu'aujourd'hui on peut naître sans sida. Si moi au niveau de la Fondation, j'arrive à acheter des tests et des réactifs, ce n'est pas l'Administration qui ne peut pas prendre en charge une population d'1.5 millions d'habitants !

Regardez, le centre de santé de Mitzic n'a pas de médecin. Celui qui y était affecté est parti en stage, sans être remplacé. Comment pourrais-je être contente ? Je ne peux pas me taire face à de tels constats. Je suis obligée de réagir, c'est une question de conscience.

**La mise en service de l'Institut de cancérologie de Libreville est le fruit du partenariat entre les fondations Sylvia Bongo Ondimba et Lalla Salma du Maroc, et le ministère de la Santé et bientôt l'inauguration de la Maison d'Alice pour soulager les patients atteints du cancer. Comment vivez-vous l'aboutissement de ce projet, qui vous tient particulièrement à cœur ?**

La Maison d'Alice a été construite après avoir fait le constat que 20% des personnes suivant un traitement à l'ICL arrêtaient leurs soins soit par faute de logement soit parce qu'elles ne pouvaient pas payer leur déplacement de leur domicile au centre de soins.



La première dame du Gabon : « Je ne peux pas me taire face à de tels constats. Je suis obligée de réagir, c'est une question de conscience. »

L'accompagnement des malades durant leur traitement est une problématique d'ampleur à prendre sérieusement en compte. Se faire soigner lorsque l'on est victime du cancer est un processus long et éprouvant, et plus encore lorsque l'on est loin de chez soi et de ses proches.

C'est pourquoi ma Fondation a entrepris la construction d'une Maison de Vie, adjacente à l'ICL : « La Maison d'Alice ». A travers ce projet, nous accompagnerons les malades dans leur traitement en leur offrant un espace serein et un soutien moral permanent. La Maison d'Alice est pensée pour accueillir le patient avec l'un de ses proches. C'est un lieu d'accompagnement, de restauration de l'être tout entier dans la dignité. Contre le cancer, nous ne devons négliger aucun aspect. L'espoir du patient, son envie de vivre, de nourrir des projets d'avenir malgré la maladie, sont tout aussi importants que le traitement lui-même. Notre objectif est d'ériger un mur d'espérance. Nous y parviendrons, j'y mets toute mon énergie et mon cœur.

**Votre fondation envisage-t-elle d'attirer l'attention sur d'autres causes, à l'exemple des malades mentaux ?**

C'est un sujet qui me touche. Je ne peux pas tout faire. Parce que lorsqu'on fait tout, on le fait mal. Mais là, en tant que Première Dame, je souhaite accompagner, surtout que la directrice générale de l'hôpital de Melen vient d'être impliquée dans l'administration de cette structure. C'est une femme professionnelle avec laquelle nous travaillons et qui est très courageuse. Je vais voir comment la soutenir dans ce nouveau challenge. J'ai confiance en elle. C'est en m'engageant auprès d'elle que nous pouvons voir les choses aboutir. Si vous, journalistes, vous voulez m'accompagner et interpeller le sens commun, ce serait une bonne chose également.

**Pendant la tournée «Gabon profond maternités», qui s'est déroulée l'an dernier dans cinq provinces, notamment l'Ogooué-Ivindo, le Woleu-Ntem, l'Ogooué-Lolo, le Haut-Ogooué et l'Estuaire, plusieurs dysfonctionnements graves avaient été notés au sein des maternités visitées. Quelles solutions comptez-vous apporter pour résorber les carences que vous avez dénoncées au sein de ces structures, et faire en sorte que les femmes ne décèdent plus en donnant la vie ?**

J'ai remis un rapport chiffré et illustré au Président de la République et au Ministre de la Santé. C'est un rapport-vérité basé sur la réalité, sur ce que j'avais vu. Nous

avons eu plusieurs réunions, des films ont été réalisés ainsi qu'une évaluation effectuée. Je crois qu'il y a un projet de refonte des maternités qui est en cours. Pour l'instant, j'attends. Je ne peux pas intervenir en parallèle du Ministère de la Santé.

**L'éducation revêt une importance capitale à vos yeux, et cela a pu s'observer dans les initiatives telles que l'attribution des bourses Ozavino, et tout récemment l'édition du Livre des métiers pour aider les jeunes à orienter leur choix de carrière. Peut-on s'attendre à d'autres types d'initiatives de votre part ?**

A la Fondation, au départ nous avons visé très large et embrassé beaucoup de causes. Nous avons été obligés de resserrer un peu, notamment avec le projet cancer, qui est un projet qui nous tient à cœur, qui prend beaucoup d'énergie et nécessite de gros moyens financiers. Je suis partie du principe selon lequel sans l'éducation, il n'y aura pas d'évolution. Soigner les gens c'est bien, mais encore faut-il qu'ils soient éduqués. L'éducation, c'est ma passion. Quand je m'y investis, je le fais comme s'il s'agissait de ma propre famille, de mes propres enfants. Depuis toute petite, je nourris un rêve, celui de construire une école. Au départ, j'avais pensé à une école pour jeunes filles talentueuses, issues de milieux modestes. Avec l'aide de partenaires, je l'ai élargie aux garçons. Le Gabon étant un pays francophone, j'ai intégré la notion d'ouverture au monde, en y ajoutant des formations bilingues. Il faut qu'on sache que les meilleures universités ne se trouvent pas seulement en France, mais aussi à Londres, Singapour, aux Etats Unis ou encore au Canada, etc. Je me suis demandé ce que je pouvais offrir à nos jeunes les plus talentueux. Tout projet part d'un rêve. Comme le disait Eleanor Roosevelt « L'avenir appartient à ceux qui croient à la beauté de leurs rêves. »

Je suis donc allée vers des sociétés qui elles aussi ont besoin de main d'œuvre qualifiée, de personnes pointues qui ont fait de hautes études. Certaines ont ainsi décidé de m'accompagner dans ce projet d'école internationale. L'éducation inter-

nationale est très chère, parce qu'elle requiert la présence de professeurs spécialisés. Le Baccalauréat international est reconnu dans le monde entier. Si on l'a en poche, on n'a même pas besoin de passer un concours pour entrer à Sciences-Po Paris, par exemple. Aujourd'hui, nous avons fait cette école basée sur le principe suivant : 80% paient et 20% bénéficient d'une bourse. Aujourd'hui, nous avons entre 15 et 20 élèves boursiers issus de milieux modestes. Les enfants qui sortiront de cet établissement iront dans les meilleures universités.

A la Fondation nous avons les bourses Ozavino. Nous avons commencé par deux bourses en 2013. Nous en sommes à 14. Hier, j'ai reçu le courrier d'une de nos boursières, qui a validé son diplôme en trois ans au lieu de quatre, à l'université MacGill à Montréal, et qui, l'année prochaine, entre à HEC à Paris. Pour moi, c'est un grand bonheur ! J'octroie des bourses parce que les universités de renom sont très chères et il faut qu'il y ait aussi des Gabonais dans ces universités.

Le livre des métiers, quant à lui, a nécessité deux ans de préparation. Sa réalisation a été très difficile. Les jeunes n'étaient pas vraiment accompagnés dans le choix de leurs métiers. Tout le monde veut être dans l'administration, alors qu'il y a des métiers qui manquent terriblement au Gabon et qui peuvent permettre de gagner beaucoup d'argent. Je pense que l'éducation doit être faite d'abord par rapport au marché de l'emploi. Un Gabonais doit avoir un emploi. Ce n'est pas parce qu'on a un bac+12 en sociologie qu'on va trouver un emploi. Aujourd'hui, le technicien gagne beaucoup plus d'argent. C'est pour cela que nous avons fait le livre des métiers. Nous avons commencé la distribution par la province du Woleu-Ntem et je suis en train de réfléchir à « un train de l'éducation » qui sillonnerait tout le Gabon. C'est important que les jeunes puissent comprendre qu'un métier, c'est pas tant une question d'égo que de rendement : va-t-il permettre de satisfaire les besoins de sa famille et favoriser l'épanouissement personnel ? L'important, c'est d'avoir un métier. J'ai commencé très tôt dans ma vie, je voulais être indépendante. C'est important : être indépendant.

**Comment appréciez-vous les initiatives menées par votre fondation et les résultats qui en découlent ?**

Je reviens à peine du conseil d'administration de ma Fondation, je suis très contente. Quand on sauve des femmes ou lorsqu'on voit qu'une jeune fille a son diplôme en 3 ans au lieu de 4, je ne peux qu'être heureuse.

Les objectifs que nous nous sommes fixés avec la Fondation, d'améliorer la condition de vie des femmes, des jeunes, des familles et des personnes fragilisées au sein de la société, sont autant d'enjeux passionnants que de combats longs à mener. Ces questions ne se résoudront pas en un jour mais quand je vois les progrès qui ont été réalisés ces 5 dernières années pour les veuves mais aussi au travers de nos campagnes de sensibilisation pour lutter contre le sida ou les moyens mis en œuvre pour encourager l'éducation des jeunes grâce aux bourses Ozavino, je suis fière du travail accompli. Il reste encore beaucoup à faire bien sûr mais je crois dans le potentiel de notre pays et 2015 se révèle être une belle année, au cours de laquelle nous ferons tout pour promouvoir le droit des femmes et assurer la protection de la famille.

**« Si, au-delà de toutes nos actions, les responsables ne suivent pas, les appareils ne sont pas entretenus, la SEEG démissionne... Que faire ? »**

Suite en page 14